

**Jean-Charles Hourcade, Directeur de recherches au CIRED**

Question-clé transcrite et éditée par Anne Teyssèdre

## **Objectif Climat. Quelles pistes pour concilier court et long termes ?**

### **2. Financement**

<https://vimeo.com/279073545>

Deuxième élément, qui est très important sur le court terme : ce sont les questions de financement. Il y a aujourd'hui de grands économistes, tout ce qu'il y a de plus standards, qui ont travaillé au Fonds Monétaire International (FMI), qui ont été patrons de la Banque Centrale américaine, pour prendre des exemples comme ça, qui débattent aujourd'hui des risques de ce qu'ils appellent la stagnation séculaire. Cela veut dire quoi ? C'est que nos économies occidentales, et en fait l'économie mondiale, sont menacées de cycles récurrents, de crises, de difficultés à avoir une croissance stable et harmonieuse, en dehors du problème de l'inégalité croissante, par le fait qu'il y a beaucoup d'épargne dans le monde, qui vient de l'épargne des gens très riches, qui vient de l'épargne qui est investie dans l'immobilier, ou dans le foncier, et bien sûr de l'épargne dans les rentes pétrolière.

Cette épargne aujourd'hui ne sait pas où s'investir. Elle s'investit très peu de façon productive. Ils appellent ça le « gap », l'écart, entre la propension à épargner et la propension à investir. Pourquoi ? Parce que nous sommes dans un système économique qui a changé depuis 30 ans, où le poids de la valeur de l'actionnaire sur la gestion des firmes fait qu'elles privilégient les investissements de court terme au détriment des investissements de long terme – parce que c'est trop dangereux, parce que cela fait perdre leur valeur boursière.

Cette difficulté plombe nos économies. Le FMI, par exemple, dit qu'il est urgent de relancer les infrastructures dans les pays en développement, qui se sont trop orientés vers l'exportation et n'ont pas assez investi en interne, menant à des risques d'effondrement des structures – pas seulement chez nous, dans le monde entier.

Pour le climat, ce n'est pas mal. Parce que c'est quoi, une transition énergétique : c'est relancer l'investissement sur l'énergie, sur les bâtiments, sur les transports, sur les systèmes urbains... Alors c'est exactement ce qu'on devrait faire pour relancer l'économie mondiale. Donc si on explique ça, cela veut dire que, premièrement, il y a des éléments par lesquels lancer les mécanismes de long terme, pour changer nos bâtiments, nos transports, nos modes de vie. Cela se fait en mettant en place des outils qui, dès aujourd'hui, par la fiscalité et par la finance, permettent de répondre à quelques éléments qui sont aujourd'hui les éléments qui plombent l'économie mondiale.

Donc je crois que c'est possible. Et pour revenir à l'Accord de Paris, il y a quelques éléments dans cet Accord qui explicitement font référence à cela. Il y a nécessité – c'est l'Article 2 – de réorienter les flux financiers dans la transition énergétique. Et l'Article 108 sur la décision dit

qu'il faudrait qu'on se mette d'accord sur -c'est un langage onusien- la valeur sociale, économique et environnementale des activités de mitigation [Mitigation : Atténuation du changement climatique] et leur co-bénéfices en termes de santé et de développement soutenable ».

C'est du jargon, bien sûr, mais cela veut dire ça. Si aujourd'hui le monde se mettait d'accord pour dire qu'abattre les émissions de CO2 cela a une valeur, qui n'est pas seulement en termes de taxes mais aussi de valeur qui permette de soutenir les investissements de rénovation, les investissements de la transition énergétique, alors on pourrait lancer un cercle vertueux qui serait macroéconomiquement, potentiellement très positif. A mon avis, c'est une des rares façons pour concilier le court terme et le long terme.

Pour continuer là-dessus, puisqu'on est en Europe -pour caricaturer c'est très pratique- il faudrait presque que le prochain Plan Juncker [J-C. Juncker : Président de la Commission européenne] – vous savez que l'Europe n'arrête pas de mettre de l'argent dans la machine pour sauver les banques, et pour que l'Europe ne soit pas en stagnation trop forte ; quoi qu'on en dise et même si les Allemands n'aiment pas trop ça, on a mis beaucoup d'argent-, et bien il faudrait que le prochain plan Juncker ait un volet 'Climat et transition énergétique' articulé, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui.

Donc je pense de fait que si on lance ces mécanismes d'articulation court terme-long terme, on a un gros avantage : c'est qu'on répond à cette nécessité de lancer un cercle vertueux, crédible, que tout le monde voudra renforcer. Parce que si l'on démontre que de fait cela crée de l'emploi et que cela permet de relancer la machine économique, alors les gens auront envie de renforcer ces mécanismes. Alors qu'aujourd'hui ils ont tendance à les rejeter, puisqu'ils sont présentés pour eux comme des punitions pures – « Pourquoi voulez-vous me taxer, je n'y suis pour rien ! J'ai ma voiture et ne peux pas faire autre chose, je vis dans une vallée retirée et ne peux pas faire autre chose. »

Donc c'est en faisant ça qu'on arrivera à enclencher le mécanisme vertueux dont je parlais tout à l'heure.